Reçu en préfecture le 23/05/2024 52LO

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE



# RÈGLEMENT DU CIMETIÈRE

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

# **SOMMAIRE**

Dispositions générales	P.5
Article 1er: Désignation du cimetière	
Article 2: Droits des personnes à la sépulture	
Article 3: Affectation des terrains	
Article 4: Choix des emplacements	
Aménagement général des cimetières	P.6
Article 5: Les emplacements	
Article 6 : Sections du cimetière	
Article 7: Registres et fichiers	
Mesures d'ordre intérieur et de surveillance du cimetière	P.7
Article 8 : Horaires d'ouverture du cimetière	
Article 9: Accès au cimetière	
Article 10: Interdictions	
Article 11 : Publicité	
Article 12 : vols	
Article 13 : Objet sur sépulture	
Article 14: Autorisation d'accès pour les véhicules professionnels et particuliers	
Article 15: Plantations	
Article 16 : Entretien des sépultures	
Dispositions générales applicables aux inhumations	P.9
Article 17: Autorisation inhumation, dépôt d'urne, dispersion de cendres	
Article 18: Délai d'inhumation	
Article 19: Dimensions des Terrain, concession et fosses	
Article 20: Intervalles entre les fosses	
Article 21 : Matériaux du cercueil	
Article 22: Réclamation inhumation	
Article 23: Préparation concession pour inhumation	

Regu en préfecture le 23/05/2024 S²LG

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

Dispositions applicables aux sépultures en terrain commun	P.10
Article 24 : Terrain commun	
Article 25: Reprise	
Article 26 : Signes funéraires à reprendre	
Article 27: Exhumation	
Concessions	P.11
Article 28: Acquisition concession	
Article 29 : Délivrance des concessions	
Article 30: Choix de l'emplacement	
Article 31: Tarifs	
Article 32: Gravure sur concession	
Article 33: Contrat de concession	
Article 34: Transmission des concessions	
Article 35: Renouvellement des concessions	
Article 36: Rétrocession	
Caveaux et monuments	D 14
Caveaux et monuments	P.14
Article 37: Autorisation de construction de caveaux et monument	
Article 38 : Disposition des signes et objets funéraires	
Article 39: Inscriptions et signes	
Article 40: Matériaux autorisés	
Article 41: Constructions gênantes	
Article 42 : Dalles de propreté	
Article 43: Conditions d'exécution des travaux	
Article 44: Autorisations de travaux	
Article 45: Protection des travaux	
Article 46 : Dépôt de matériaux	
Article 47 : Déplacement signe funéraire	
Article 48: Stockage des matériaux	
Article 49: Travaux	
Article 50: Interdiction sciage/taille de pierre	
Article 51: Pose de monuments et pierre tombale	
Article 52: Cordage/Echafaudages	
Article 53: Délais pour les travaux	
Article 54: Nettoyage	
Article 55 : Dépose de monuments ou pierres tumulaires	

Envoyé en préfecture le 23/05/2024 Reçu en préfecture le 23/05/2024 5 1.0

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

Espace cinéraire	P.17
Article 56 : Jardin du souvenir	
Article 57: Columbarium	
Article 58: Inscriptions	
Règles applicables aux exhumations	P.18
Article 59: Demandes d'exhumation	
Article 60: Exécution des opérations d'exhumation	
Article 61: L'exhumation	
Article 62: Mesures d'hygiène	
Article 63: Transport des corps exhumés	
Article 64: Ouverture des cercueils	
Article 65 : Redevances relatives aux opérations d'exhumation et réinhumation	
Article 66 : Exhumations sur requête des autorités judiciaires	
Règles applicables aux opérations de réunion de corps	P.20
Article 67 : Réunion des corps	
Article 68: Réduction des corps	
Caveau provisoire	P.20
Article 69 : Condition de dépôt dans le caveau provisoire	
Dépositoire municipal ossuaire spécial	P.21
Dispositions relatives à l'exécution du règlement municipal du cimetière	P.21



### RÉGLEMENT MUNICIPAL DU CIMETIÉRE DE THIVERNY

Nous, Maire de la ville de Thiverny

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2213-7 et suivants, L2223-1 et suivants, et les articles R2213-1-1, R2213-2 et suivants, et R2223-1 et suivants;

Vu la loi 3DS:

Vu le Code civil, notamment les articles 78 et suivants et 16-1-1:

Vu le code pénal et notamment ses articles 225-17, 225-18-1 et R 610-5 :

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13.

Vu la délibération du Conseil municipal du 21 mai 2024.

Considérant que le maire est en charge de la surveillance du cimetière communal et assure la police des funérailles et des cimetières ;

Considérant que la commune de Thiverny dispose d'un cimetière situé rue jules Uhry destiné à assurer l'inhumation des défunts et le recueillement des familles et des proches ;

Considérant la nécessité d'assurer le respect de l'ordre public et de la décence dans le cimetière communal ainsi que le respect des défunts

#### <u>ARRÊTE :</u>

#### Dispositions générales

#### Article 1er: Désignation du cimetière

Le cimetière est affecté aux inhumations dans l'étendue du territoire de la ville de Thiverny.

#### Article 2 : Droits des personnes à la sépulture

La sépulture du cimetière communal est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;
- 2) aux personnes domiciliées dans la commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées ;
- 3) aux personnes non domiciliées dans la commune mais possédant une sépulture de famille ou y ayant droit et ce quel que soit le lieu de leur décès :

Envoyé en préfecture le 23/05/2024

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID : 080-216008282-20240521-2024 05 21 07-DE

Article 3: Affectation des terrains

Les inhumations sont faites:

- soit en terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession ;
- soit dans des sépultures particulières concédées.

Si le mode de sépulture choisi est la crémation, les cendres recueillies dans une ume peuvent être déposées conformément aux dispositions relatives à l'espace cinéraire, au jardin du souvenir et aux inhumations en terrains concédées.

#### Article 4: Choix des emplacements

Dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements libérés par suite de non-renouvellement, le choix de l'emplacement de la concession, de son orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire

Le maire est la seule personne compétente pour désigner les emplacements destinés à l'inhumation des défunts.

#### Aménagement général des cimetières

#### Article 5: Les emplacements

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le service du cimetière. Cette décision doit être fondée sur des motifs d'intérêt général tel que le bon aménagement du cimetière ou la durée de rotation à observer dans les différentes sections.

Les inters tombes et les passages font partie du domaine communal.

La désignation des emplacements sera faite par l'administration municipale en fonction des besoins, des possibilités offertes par le terrain et des nécessites et contraintes de circulation et de service.

#### Article 6 : Sections du cimetière

Le cimetière est divisé en section. Au fur et à mesure des besoins, de nouvelles sections seront affectées aux sépultures en terrain commun et d'autres seront réservées aux sépultures en terrain concédé. Chaque parcelle recevra un numéro d'identification.

#### Article 7: Registres et fichiers

Des registres et des fichiers sont tenus par le service du cimetière de la mairie, mentionnant pour chaque sépulture, les noms, prénoms du défunt, la section, le numéro de la parcelle, la date du décès et éventuellement la date, la durée et le numéro de la concession et tous les renseignements concernant la concession et l'inhumation.

Reçu en préfecture le 23/05/2024 \_\_\_\_\_

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

#### Mesures d'ordre intérieur et de surveillance du cimetière

#### Article 8: Horaires d'ouverture du cimetière

Horaires d'été (du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre) : de 08h00 à 19h00 Horaires d'hiver (du 1er octobre au 31 mars) : de 08h30 à 17h00

#### Article 9 : Accès au cimetière

Toute personne se rendant au cimetière devra avoir un comportement en adéquation avec ce lieu de recueillement.

L'entrée du cimetière est interdite aux personnes en état d'ébriété, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux visiteurs accompagnés ou suivis par un chien ou un autre animal domestique même tenu en laisse, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront à l'égard de leurs enfants, pupilles, élèves et ouvriers la responsabilité prévue à l'article 1242 du Code civil.

Les cris, les chants, les conversations bruyantes, les disputes sont interdites à l'intérieur du cimetière.

Les personnes admises dans le cimetière ainsi que le personnel y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelqu'une des dispositions du règlement seront expulsés sans préjudice des poursuites de droit.

#### Article 10: Interdictions

Il est expressément interdit:

- d'apposer des affiches, panneaux ou autres signes d'annonces sur les murs et portes des cimetières;
- d'escalader les murs de clôture, les grilles et les haies vives, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher fleurs et plantes sur les tombes d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures, d'écrire sur les monuments et les pierres ;
- de déposer des ordures dans quelques parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage :
- d'y jouer, boire et manger;
- de photographier ou filmer les monuments sans autorisation de l'administration.

#### Article 11: Publicité

Nul ne pourra faire à l'intérieur du cimetière une offre de service ou remise de cartes ou adresses aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, ni stationner soit aux portes d'entrées du cimetière, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

Envoyé en préfecture le 23/05/2024 Reçu en préfecture le 23/05/2024 S 1 0

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

#### Article 12: vols

L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles.

#### Article 13 : Objet sur sépulture

Les arbustes, croix, grilles, monuments et signes funéraires de toutes sortes, ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse des familles et du service du cimetière. Aussi, l'autorisation de l'administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

Ouiconque soupconné d'emporter un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture sans autorisation sera immédiatement traduit devant l'autorité compétente.

#### Article 14: Autorisation d'accès pour les véhicules professionnels et particuliers

La circulation de tous véhicules (automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes) est interdite dans le cimetière à l'exception :

- des fourgons funéraires :
- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux ;
- des véhicules municipaux ou privés travaillant pour la ville :
- des véhicules des personnes à mobilité réduite. Ces véhicules devront circuler à l'allure de l'homme au pas, ils ne pourront stationner dans les chemins qu'en cas de nécessité et ne stationneront que le temps strictement nécessaire. Les véhicules et chariots admis à pénétrer dans les cimetières se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois. En cas d'opposition de la part des contrevenants, avis sera donné à la police qui prendra à leur égard les mesures qui conviendront. L'administration municipale pourra, en cas de nécessité motivée par le nombre exceptionnel des visiteurs, interdire temporairement la circulation des véhicules dans le cimetière.

#### Article 15: Plantations

Les plantations d'arbustes y sont seulement autorisées. Celles d'arbres à haute futaie sont interdites.

Les arbustes et les plantes seront tenus taillés et alignés dans les limites du terrain concédé. En cas d'empiétement par suite de leur extension, les arbustes devront être élagués ou abattus à la première mise en demeure. Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, le travail sera exécuté d'office aux frais des familles, du concessionnaire ou de ses avants droit.

Les plantations devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage.

Reçu en préfecture le 23/05/2024 🚗 🏸 🧑 .

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

#### Article 16: Entretien des sépultures

Les terrains seront entretenus par les familles ou les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité. Faute par eux de satisfaire à ces obligations, l'administration municipale y pourvoira d'office et à leurs frais. Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise aux familles, au concessionnaire ou à ses ayants droit. En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office à la demande de l'administration et aux frais de la famille, du concessionnaire ou de ses ayants droit.

#### Dispositions générales applicables aux inhumations

#### Article 17: Autorisation inhumation, dépôt d'urne, dispersion de cendres

Aucune inhumation, ni dépôt d'urne ou dispersion de cendres, ne pourra avoir lieu :

- sans une autorisation de l'administration (celle-ci mentionnera l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que l'heure et le jour de l'inhumation. Toute personne qui, sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines portées à l'article R 645-6 du Code pénal;
- sans demande préalable d'ouverture de fosse ou de caveaux formulée par le concessionnaire ou son représentant.

#### Article 18: Délai d'inhumation

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin, la mention "inhumation d'urgence" sera portée sur le permis d'inhumer par l'officier de l'Etat civil.

#### Article 19: Dimensions des Terrain, concession et fosses

Un terrain de 2 m (2,20 m en cas d'affectation de caveaux) de longueur et de 1 m de largeur sera affecté à chaque corps d'adulte.

Les fosses destinées à recevoir les cercueils auront une largeur minimum de 0,80 m, une longueur de 2 m (ou 2,20 m). Leur profondeur sera de 1,50 m au-dessous du sol et en cas de pente du terrain, du point situé le plus bas. Cette profondeur peut être réduite à 1 m pour le dépôt des urnes contenant des cendres.

Pour une inhumation à double profondeur, la fosse sera creuse à 2 m afin qu'un mètre de terre bien foulée recouvre le dernier cercueil.

Un terrain de 1,50 m de longueur et de 0,50 m de largeur pourra être affecté à l'inhumation des enfants de moins de 5 ans.

Envoyé en préfecture le 23/05/2024
Reçu en préfecture le 23/05/2024
Publié le 24/05/2024
ID : 060-216006282-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

Article 20: Intervalles entre les fosses

Les fosses devront être distantes les unes des autres de 30 cm au moins sur les côtés et de 50 cm à la tête et aux pieds.

#### Article 21 : Matériaux du cercueil

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite en terrain commun exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration d'apprécier. Lorsqu'il s'agira d'une personne décédée hors de la commune et dont le transport aura nécessité un cercueil en métal, le maire pourra autoriser l'inhumation en pleine terre, sous réserve que la fosse soit creusée à une profondeur suffisante pour qu'au moment de la réaffectation de la fosse le cercueil de métal ne soit pas mis à découvert.

#### Article 22: Réclamation inhumation

En cas d'une inhumation à effectuer en concession particulière, le représentant de la famille devra en aviser le service du cimetière. Il devra s'engager en outre à garantir la ville contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion de l'inhumation à opérer.

#### Article 23: Préparation concession pour inhumation

Lorsque l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau, l'ouverture de celui-ci sera effectuée 24 heures au moins avant l'inhumation pour ventilation, préparation et travaux éventuels. Sur la demande d'inhumation, les dimensions du cercueil seront exigées.

#### Dispositions applicables aux sépultures en terrain commun

#### Article 24: Terrain commun

Dans la partie du cimetière affectée aux sépultures en terrain commun, chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée. Les tombes en terrain commun pourront être engazonnées ou recevoir une pierre sépulcrale sur autorisation du maire.

Aucun travail de maçonnerie souterrain ne peut être effectué dans les sépultures en terrain commun sur lesquelles pourront être placés seulement des signes indicatifs dont l'enlèvement sera facilement praticable (la commune se charge de l'entourage et de la pose d'une plaque d'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes).

#### Article 25: Reprise

A l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise des parcelles du terrain commun. Compte tenu de la nature du terrain, les sépultures ne pourront faire l'objet d'une reprise avant que le délai de 15 ans ne se soit écoulé.

Notification sera faite au préalable par les soins de l'administration municipale auprès des familles des personnes inhumées. La décision de reprise sera publiée conformément au Code

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

général des Collectivités Territoriales et portée à la connaissance du public par voie d'affichage (en mairie et à la porte du cimetière).

#### Article 26 : Signes funéraires à reprendre

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures. A l'expiration de ce délai, l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires et monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'administration municipale prendra immédiatement possession du terrain. Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise deviendront irrévocablement propriété de la ville qui décidera de leur utilisation.

#### Article 27: Exhumation

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelles ou rangées d'inhumations.

Le maire pourra ordonner soit le dépôt des restes mortels exhumés à l'ossuaire spécialement réservé à cet usage, soit leur incinération et la dispersion des cendres dans le jardin du Souvenir. Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les tombes seront réunis avec soin dans un reliquaire. Les débris de cercueils seront incinérés.

#### Concessions

#### Article 28: Acquisition concession

Des terrains pour sépultures particulières d'une superficie de 2 m² (2 m de longueur sur 1 m de largeur) ou de 4 m² (2 m de longueur sur 2 m de largeur) pourront être concédés pour une durée de 15 ans, 30 ans ou 50 ans. Aucune entreprise, publique ou privée, de pompes funèbres ne pourra effectuer la démarche pour le compte d'une famille.

Une concession ne peut, en aucun cas, être obtenue dans un but commercial.

#### Article 29: Délivrance des concessions

Dans un souci de bonne gestion du cimetière qui est un espace partagé, la commune peut délivrer des concessions par anticipation.

#### Article 30 : Choix de l'emplacement

Le concessionnaire ne pourra choisir ni l'emplacement ni l'orientation de sa concession et devra respecter les consignes d'alignement qui lui seront données.

#### Article 31: Tarifs

Les concessions sont accordées moyennant le versement préalable des droits de concession au tarif en vigueur au jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

Nombre d'années	Prix	
15 ans	100€	
30 ans	200€	
50 ans	400€	

#### Article 32: Gravure sur concession

Les inscriptions sur les tombes seront effectuées de couleurs dorées et de typologie romane. Si des inscriptions en langues étrangères ou en langues mortes sont souhaitées par les proches du défunt, la demande d'autorisation devra être accompagnée d'une traduction établie par un traducteur agréé par les tribunaux.

#### Article 33: Contrat de concession

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Le concessionnaire n'aura aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers le terrain concédé.

Tout terrain concédé ne pourra servir qu'à la sépulture du concessionnaire, de ses ascendants, ses descendants, parents, alliés ou ayants droit. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer définitivement dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection ou de reconnaissance.

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée ;
- une concession familiale : pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants droit ;
- une concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ayant droit direct.

Sauf stipulations contraires formulées par le concessionnaire, les concessions seront accordées sous la forme de concessions dites « de famille ». Le cas échéant, le caractère individuel ou collectif devra être expressément mentionné.

Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement.

#### Article 34: Transmission des concessions

Les concessions de terrain devant échapper à toute opération spéculative ne sont susceptibles d'être transmises qu'à titre gratuit, soit par voie de succession, de partage ou de donation. A

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

défaut d'une telle disposition, la concession revient aux héritiers naturels qui en jouiront sans pouvoir en provoquer la division ou le partage.

Chaque cohéritier a le droit de faire inhumer dans la concession tous les siens, mais une personne étrangère à la famille ne peut y être inhumée qu'avec le consentement de tous les héritiers. Le conjoint, a par sa seule qualité, droit de se faire inhumer dans le tombeau de famille dont le cujus était concessionnaire. Il ne peut être privé de ce droit que par la volonté formellement exprimée par le concessionnaire.

Un des héritiers pourra être considéré comme seul bénéficiaire d'une concession si tous les ayants droit se désistent en sa faveur par un acte écrit. Dans ce cas, le bénéficiaire devra produire un document officiel établissant la généalogie du concessionnaire décédé pour justifier et appuyer le désistement de ces cohéritiers.

Si le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritier et s'il n'a pas légué sa concession à une personne désignée dans son testament, aucune inhumation ne sera autorisée dans sa concession.

#### Article 35: Renouvellement des concessions

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire, ou ses ayants droit dans la mesure où ils sont connus, sera informé de l'expiration de sa concession par avis de l'administration municipale.

Les demandes de renouvellement sont reçues pendant la dernière année de la période en cours. Le concessionnaire ou ses héritiers pourra encore user de son droit de renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans. Si la concession n'est pas renouvelée, le terrain fera retour à la ville soit deux ans après l'expiration de la concession, soit après l'expiration du délai de rotation afférent à la dernière inhumation. Pour ce faire, elle procèdera à l'exhumation des restes du ou des défunts qui seront déposés dans un reliquaire placé à l'ossuaire. Les monuments deviendront propriété de la commune.

Le renouvellement est entraîné obligatoirement par une inhumation dans la concession dans les cinq dernières années de sa durée et prendra effet à la date d'expiration de la période précédente.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour des motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration du cimetière. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la ville.

#### Article 36: Rétrocession

Le concessionnaire pourra, après avis du conseil municipal, être admis à rétrocéder à la ville, à titre gracieux ou onéreux, un terrain concédé non occupé. Le remboursement est calculé au prorata de la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance du contrat.

Envoyé en préfecture le 23/05/2024 Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

#### Caveaux et monuments

#### Article 37: Autorisation de construction de caveaux et monument

Toute construction de caveaux et de monuments préalable à l'inhumation est soumise à une autorisation de travaux de la mairie. Les pompes funèbres en charge des travaux devront nous informer de leur date et heure d'intervention afin de ne pas gêner les éventuelles inhumations qui pourrait avoir lieu dans le cimetière.

Les dimensions des caveaux et monuments devront être précisés sur la demande écrite de travaux avec plans (qui feront l'objet d'une étude par les services municipaux).

Le terrain d'assiette des caveaux se limitera toujours à celui de la concession.

Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximal de base de 0,60 m x 0,30 m x 1 m. Aucun monument ne pourra être installé sur une fosse en pleine terre avant qu'un délai de six mois ne se soit écoulé, pour vérifier le tassement de la terre et éviter tout éboulement.

La pose de ces pierres tombales doit être exécutée d'une façon parfaite, afin d'éviter toute chute ultérieure. Il sera remédié, par les familles, à tout affaissement éventuel desdites pierres sur premier avertissement du service compétent de la mairie.

#### Article 38 : Disposition des signes et objets funéraires

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement, les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation. En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

#### Article 39: Inscriptions et signes

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms du défunt, ses titres, qualités, années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'administration. Une gravure en langue étrangère sera soumise traduite à autorisation du maire.

Le maire, sur les fondements de ses pouvoirs de police, est en droit de s'opposer à l'établissement d'un monument, d'un signe ou d'une inscription funéraire pour des motifs tirés de la décence, du respect dû aux morts, de la sûreté, de la tranquillité ou de la salubrité publique.

#### Article 40: Matériaux autorisés

Les monuments, pierres tombales, stèles seront obligatoirement réalisés en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en métaux inaltérables et éventuellement en bâton moulé.

#### Article 41: Constructions gênantes

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc...) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'administration municipale laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié la 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

#### Article 42 : Dalles de propreté

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine communal sont interdites. Si malgré cela il en était trouvé, elles seraient déplacées (mais en aucun cas remises en place) par les services municipaux. La responsabilité de l'administration municipale ne saurait être engagée en cas de dégradation.

Obligations applicables aux entrepreneurs

#### Article 43: Conditions d'exécution des travaux

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés. Les entrepreneurs sont tenus de se conformer aux heures d'ouverture et de fermeture du cimetière.

#### Article 44: Autorisations de travaux

Les autorisations de travaux délivrées pour la pose de monuments (pierres tombales et autres signes funéraires) sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers. L'administration n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers, et les dommages causés aux tiers qui pourront en poursuivre la réparation conformément aux règles du droit commun.

#### Article 45: Protection des travaux

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées. Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs ou marbriers, être entourées de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger. Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement. Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée, sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

#### Article 46 : Dépôt de matériaux

Aucun dépôt momentané de terres, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué dans les allées, entre les tombes et sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

#### Article 47 : Déplacement signe funéraire

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément de l'administration.

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publić le 24/05/2024

ID: 080-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

#### Article 48: Stockage des matériaux

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravois, pierres, débris devront être enlevés au fur et à mesure des cimetières de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant les travaux.

#### Article 49: Travaux

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre bien foulée et damée. En aucun cas, les matériaux tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc. trouvés lors du creusement des fosses ne pourront servir au comblement des fouilles. Ils devront être évacués sans délais par les soins des entrepreneurs. Il en sera de même pour les surplus de terre qui ne devront contenir aucun ossement. (Les terres excédentaires pourront être stockées par les soins des entrepreneurs sur un lieu désigné par l'administration municipale lorsque celle-ci en fera la demande)

#### Article 50: Interdiction sciage/taille des pierres

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits dans l'intérieur du cimetière.

#### Article 51: Pose de monuments et pierres tombale

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tombales ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc.) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

#### Article 52: Cordage/Echafaudages...

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tous autres instruments et généralement de leur causer aucune détérioration.

#### Article 53: Délais pour les travaux

A dater du jour du début des travaux, les entrepreneurs disposent d'un délai de six jours pour achever la pose des monuments funéraires. En cas d'inhumation, les travaux seront suspendus le temps de la cérémonie afin de ne pas déranger les familles.

#### Article 54: Nettoyage

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.

Envoyé en préfecture le 23/05/2024

Reçu en préfecture le 23/06/2024

Publié le 24/05/2024

ID : 080-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

Article 55 : Dépose de monuments ou pierres tumulaires

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le service des cimetières. Sauf pour les travaux n'excédant pas deux jours, le dépôt de monument est interdit dans les allées.

#### Espace cinéraire

#### Article 56: Jardin du souvenir

Un jardin du souvenir est mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y répandre les cendres. Les cendres pourront être dispersées après accord préalable du service des cimetières. La dispersion des cendres pourra être effectuée soit par les familles elles-mêmes, soit par des personnes habilitées.

Le jardin du souvenir est entretenu par les services municipaux. Des fleurs coupées naturelles pourront y être déposées lors des inhumations aux époques commémoratives de Pâques et de la Toussaint. Elles seront enlevées périodiquement. Tout dépôt en dehors de ce lieu est interdit.

La commune tient en mairie un registre des dispersions de cendres en pleine nature. Pour rappel, en cas de dispersion des cendres en pleine nature, la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles en fait la déclaration à la mairie de la commune du lieu de naissance du défunt.

Sur ce registre, la commune mentionne l'identité du défunt ainsi que la date et le lieu de dispersion de ses cendres.

#### Article 57: Columbarium

Des cases de columbarium sont misent à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes. Ces cases peuvent accueillir au maximum 2 urnes dont la dimension ne devra pas dépasser 18cm x 21 cm soit 25cm de diamètre.

Les emplacements de case de columbarium ne peuvent être attribués à l'avance sauf cas exceptionnel. Ils sont concédés aux familles au moment du dépôt de la demande de crémation ou à tout autre moment postérieur à celle-ci. Les concessions peuvent s'obtenir pour une durée de 15 ans ou de 30 ans renouvelables.

Durée	Prix	
15 ans	400€	
30 ans	600€	

- Lors de l'échéance de la concession, et à défaut de paiement de la redevance, la case concédée pourra être reprise par l'administration mais cette reprise ne pourra intervenir que deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle la case a été concédée. Durant ces deux années, le concessionnaire ou ses ayants droit pourront user de la faculté de renouvellement.

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

Lors des reprises, les cendres qui y sont contenues seront répandues dans le jardin du souvenir. Les urnes ne pourront être déplacées des cases sans une autorisation spéciale de l'administration. Aucun objet autre qu'un soliflore (de 9cmx4cm) et/ou un médaillon photographique de couleur bronze ou cuivrée (max 6cmx8cm), ne pourra être fixé. Aucun ornement artificiel : pot, jardinière, etc. ne devra être déposés.

- Rétrocession: Le concessionnaire pourra, après avis du conseil municipal, être admis à rétrocéder à la ville, à titre gracieux, une case de columbarium non occupée. Aucun remboursement ne pourra être effectué en raison du coût de remplacement de la plaque de fermeture de la case suite à la reprise.

#### Article 58: Inscriptions

A la demande des familles, les entreprises sont autorisées à procéder à l'inscription, sur le dispositif installé par la commune (plaque de fermeture), des noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes ont été déposées. Ces inscriptions devront être effectuées selon les indications données ci-dessous :

- Aucune gravure ne devra être reproduite sur les faces extérieures et intérieures des cases du Columbarium. Le couvercle de fermeture de plaque normalisée et identique est fourni par la ville.
- L'identification des personnes inhumées au columbarium se fera par l'apposition d'une plaque noir fin de dimensions 28x07x01cm collée directement sur le couvercle.
- La gravure devra être faite en lettres « romaine » finition couleur or.
- Le choix de l'entreprise funéraire pour l'achat et la gravure de la plaque noir appartient à la famille.
- Les inscriptions ne pourront comprendre que les noms, prénoms, année de naissance et de décès.

#### Règles applicables aux exhumations

#### Article 59: Demandes d'exhumation

Aucune exhumation ou ré inhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du maire. Les exhumations demandées par les familles ne seront autorisées par le maire que sur production d'une demande formulée par le plus proche parent du défunt ou par la personne ayant qualité pour demander cette exhumation. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Les demandes d'exhumation seront accompagnées des autorisations régulières délivrées par les concessionnaires ou leurs ayants droit. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publie le 24/05/2024

ID: 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

L'exhumation des corps pourra être demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue d'une réinhumation dans la même concession après exécution de travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence ou de la salubrité publique. En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi l'exhumation du corps des personnes décédées d'une maladie contagieuse ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date du décès.

#### Article 60: Exécution des opérations d'exhumation

Les exhumations ne peuvent être entreprises que sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les exhumations ne seront autorisées, pour des raisons d'hygiène, que pendant la période de novembre à fin mars (ou 1er octobre et 31 mars). Seules les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire peuvent avoir lieu à tout moment. La découverte de la fosse aura lieu la veille de l'exhumation qui doit impérativement avoir lieu avant 9 heures.

#### Article 61: L'exhumation

L'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister et d'un agent de police.

#### Article 62: Mesures d'hygiène

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (vêtements, produits de désinfection, etc.) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène. Les cercueils, avant d'être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation. Les bois des cercueils seront incinérés.

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée (un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession) et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet. Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire, des scellés seront posés sur le reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

#### Article 63: Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre d'un cimetière devra être effectué avec les moyens mis à disposition à cet effet. Les cercueils seront recouverts d'un drap mortuaire.

#### Article 64: Ouverture des cercueils

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès, et

Reçu en préfecture la 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID: 080-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

seulement après autorisation de l'administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou, s'il peut être réduit, dans un reliquaire.

#### Article 65: Redevances relatives aux opérations d'exhumation et réinhumation

Les redevances municipales perçues pour les opérations d'exhumation et de réinhumation sont fixées par délibération du conseil municipal. Ces opérations qui requièrent la présence d'un agent de police (ou Agent de Surveillance de la voie Publique assermentée) ouvrent droit au bénéfice de ce dernier à vacation suivant les bases et en fonction des taux fixés par délibération du conseil municipal. Ces vacations restent à la charge des familles.

#### Article 66: Exhumations sur requête des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données. Les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire n'ouvrent pas droit à vacation de police.

#### Règles applicables aux opérations de réunion de corps

#### Article 67: Réunion des corps

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être faite qu'après autorisation du maire, sur la demande de la famille, et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

#### Article 68: Réduction des corps

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, <u>la réduction des corps ne sera autorisée que 15 années après la dernière inhumation à la condition que ces corps puissent être réduits</u>. Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation qu'après un an ferme d'inhumation. La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

#### Caveau provisoire

#### Article 69 : Condition de dépôt dans le caveau provisoire

Un caveau provisoire peut recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites. Tout corps déposé dans ce caveau est assujetti à un droit de séjour dont le tarif est fixé par le conseil municipal.

La durée du dépôt en caveau provisoire est fixée à 06 mois. Afin de tenir compte des difficultés de toutes sortes auxquelles elles sont confrontées à l'occasion du décès de leur

Envoyé en préfecture le 23/05/2024

Reçu en préfecture le 23/05/2024

Publié le 24/05/2024

ID : 060-216006262-20240521-2024\_05\_21\_07-DE

défunt, l'autorisation de dépôt au caveau provisoire est accordée gratuitement pendant 30 jours à compter du décès.

Ensuite une redevance journalière de :

- 2 € seront perçues du 31 ème au 50 ème jours
- 5 € seront perçues du 51 ême au 81 ême jours
- 10 € seront perçues à compter du 82 ine jours.

La recette sera affectée à l'entretien du cimetière.

## Dépositoire municipal ossuaire spécial

Les restes mortels qui seraient trouvés dans les tombes ayant fait l'objet d'une reprise ou dont les concessions n'ont pas été renouvelées, seront réunis avec soins pour être réinhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage.

# Dispositions relatives à l'exécution du règlement municipal du cimetière

Le présent règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024

Mme la secrétaire de mairie,

Le service du Cimetière,

Le service technique municipal,

Et l'Agent de Surveillance de la Voie Publique,

Seront chargés de l'exécution du présent règlement qui sera affiché à la porte du cimetière et tenu à la disposition des administrés à la mairie.

Fait à Thiverny le 23 mai 2024



